



**Syndicat National de l'Enseignement
Technique Agricole Public**

Le SNETAP-FSU rencontre le Ministre de l'Agriculture : de nouvelles suppressions d'emplois confirmées pour la rentrée 2022

De nouvelles suppressions d'emplois annoncées par notre ministre... c'est l'élément principal pour ne pas dire l'unique que nous retiendrons de cet échange de pré-rentrée du 31 août (en configuration Comité technique ministériel). D'aucuns considéreront sans doute comme plus que partiel, voire partial, de ne retenir de près de 3h en présence que cette seule information ou à peu près concernant l'enseignement agricole... Et pourtant, nous nous refusons cette fois à sacrifier au compte-rendu d'un discours convenu !

En effet, le ministre s'est livré à un exercice d'évitement tout à fait maîtrisé et cela quels que soient les sujets, sauf sur la question budgétaire. Ainsi pour résumer :

▪ au niveau sanitaire

- **sur le plan de la politique gouvernementale**, aucune autocritique, la France étant championne de la vaccination, circulez !
- **sur celui-ci du protocole sanitaire** et des trop nombreuses questions demeurées sans réponse à l'issue du CHSCTM du 26 août, rien sur le fond si ce n'est de renvoyer à la FAQ de la DGER en s'étonnant qu'elle ne soit toujours pas parue la veille de la pré-rentrée !

▪ au niveau pédagogique

- **sur le passif pour nos élèves, étudiant.e.s et apprenti.e.s**, le ministre a d'abord eu bien du mal à comprendre le sujet... puis il s'est contenté de nous servir des éléments de langage réchauffés de J.-M. Blanquer sur la France, pays du monde qui a laissé ses écoles le plus ouvertes... Et sinon... ? euh oui... ben les élèves... « il va falloir les aider » !
- **quant aux réformes imposées dans l'urgence** sans cohérence et sans aucunement tenir compte des avis très défavorables émis dans les instances consultatives, il est si peu ministre de l'enseignement agricole, qu'il finit par instiller le doute sur le fait que les CCF n'auraient pas simplement été rayés d'un trait de plume pendant l'été au profit du contrôle continu en bac STAV, mais qu'ils l'auraient été aussi en bac pro ! Confusion ... ou propos par anticipation, l'avenir le dira...

▪ **au niveau des mesures catégorielles**

- **pour l'ensemble de ces questions « techniques » relevant des ressources humaines...** notre ministre renvoie à des bilatérales d'automne avec sa secrétaire générale.
- **tout en se félicitant de l'augmentation du nombre d'apprentis à cette rentrée**, il reconnaît tout de même que l'ouverture au marché de ce pan de la formation a accru la pression sur les formateurs dont les conditions d'emplois méritent d'être améliorées « pour rendre le métier plus attractif ». Voilà un début de quelque chose qui mérite d'être relevé, mais au moment de passer des paroles aux actes, ce même ministre ne répond rien concernant le renforcement du protocole des agents sur budget exerçant précisément en centre de formation !
- enfin, au détour du peu de réponses apportées sur ces sujets, on notera un très élégant : « Tout n'est pas affaire de salaires » ! Sans commentaire.

Nous ne retiendrons donc que la seule et véritable information portée du bout des lèvres à notre connaissance ce 31 août : **oui, l'enseignement agricole perdra bien, pour la 4ème année consécutive, des postes à la rentrée 2022** ! Ainsi, quand nous lui parlons de renforcer l'outil public de formation afin de relever le défi du renouvellement des générations en agriculture, comme du nécessaire accompagnement de la transition agroécologique, le ministre nous répond comme ses 3 prédécesseurs... : pas les moyens !

Soyons précis... Après avoir indiqué qu'il négociait avec Bercy pour tâcher de réduire pour la rentrée 2022 la note des suppressions d'emplois prévues au schéma du quinquennat, indiquant qu'entre 110 et 0 il y avait une marge... L'interrogeant avec insistance sur sa volonté et sa capacité à neutraliser l'ensemble de ces suppressions, il a repris la parole en des termes très macroniens : « *Je ne suis pas là pour vous raconter des "carabistouilles"...* **non les suppressions d'emplois ne seront pas de zéro, l'objectif étant qu'elles ne soient pas de 110** ».

C'est donc bien la poursuite de la casse de l'outil public de formation et non d'une ambition renouvelée qu'il va s'agir... Et pourtant, l'EA après 3 années de suppression continue d'emplois, au détriment d'abord et avant tout de nos établissements publics, est exsangue, nombre de nos EPL, et en particulier certains de nos sites en milieu rural, sont au bord de la rupture (plus aucune capacité d'ouverture sauf contre fermeture, chasse aux classes à faible effectif, part de financement d'enseignements facultatifs toujours non assurée, dédoublements devenus indicatifs et de fait non financés...) et ne sauraient souffrir une nouvelle purge.

Le SNETAP-FSU appelle donc résolument les agents de l'Enseignement Agricole Public à ne pas relâcher la pression et à se faire entendre dès le 23 septembre en se mettant massivement en grève à l'unissons des personnels de l'Éducation !

Paris, le 8 septembre 2021